

DELEGATION REGIONALE NORD OUEST

Marché N° :

Date de notification :

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

Objet du marché

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES
LOCAUX Y COMPRIS LA VITRERIE INSERM DR NORD-UEST**

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Consultation n° INSERM-NO-2025-01

L'Acheteur (Pouvoir Adjudicateur) :

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Nord-Ouest Maison Régionale de la Recherche Clinique (MRRC)
6, rue du Professeur Laguesse BP 40118
59016 Lille cedex

Table des matières :

ARTICLE 1 -	ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	3
ARTICLE 2 -	OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 -	LIEUX D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 4 -	PERIODICITE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 -	REPERAGE ET DESCRIPTION DES LOCAUX – SURFACES CONCERNEES PAR LES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6 -	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 7 -	SUIVI QUALITE DES PRESTATIONS RETENUES	10
ARTICLE 8 -	LIEUX CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 9 -	PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIELS.....	13
ARTICLE 10 -	PROVENANCE ET QUALITE DES PRODUITS ET CONSOMMABLES....	13
ARTICLE 11 -	ORGANISATION DU TRAVAIL	14
ARTICLE 12 -	INSTALLATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 13 -	MODIFICATION EN COURS DE MARCHE	16
ARTICLE 14 -	DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE.....	17
ARTICLE 15 -	CONTRAINTES RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES LOCAUX	17

Préambule :

Pour son activité, l'Inserm Délégation Régionale Nord-Ouest à Lille dispose de locaux destinés à la recherche médicale (bureaux, laboratoires, locaux techniques, salles de réunion, salles de repas, sanitaires, circulation).

Ces locaux nécessitent un nettoyage régulier permettant de garantir constamment des conditions d'hygiène favorables pour les agents chargés des travaux de recherches scientifiques.

L'activité spécifique de l'Inserm est la recherche médicale. Les laboratoires sont des locaux à risques spécifiques (laboratoires de confinement biologique de niveaux 1, 2 et 3, laboratoires de radioactivité, laboratoires à risque chimique et locaux de stockage).

Article 1 - Acheteur (Pouvoir Adjudicateur)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Nord-Ouest
Maison Régionale de la Recherche Clinique (MRRC)
6 rue du Professeur Laguesse - BP 40118
59016 LILLE Cedex.

Représenté par Madame Bénédicte SAMYN, Déléguée Régionale.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux, y compris la vitrerie, pour l'unité mixte de recherche Inserm UMR 1172 (bâtiment Biserte) de la Délégation Régionale Nord-Ouest de l'Inserm (incluant bureaux, laboratoires, locaux techniques, salles de réunion, salles de repas, sanitaires, circulation).

L'objectif global de ce marché est d'une part, de conserver un état optimal de propreté des locaux de l'Inserm, et, d'autre part, d'améliorer la qualité de la propreté des locaux au fur et à mesure du déroulement des prestations.

Le TITULAIRE s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter et contrôler toutes les prestations du présent marché et de ses éventuels avenants.

Article 3 - Lieux d'exécution

Les locaux concernés sont situés au niveau de l'enceinte du Centre Hospitalier Universitaire Lille :

- ❖ Unité de recherche Inserm UMR 1172 (Bâtiment Biserte) - Place de Verdun - 59045 Lille

Article 4 - Périodicité des prestations

L'ensemble des prestations est dû en semaine (du lundi au vendredi). Les week-end et fêtes légales sont exclus.

A – Prestations hebdomadaires :

Dénommées « prestations hebdomadaires » dans tous les documents se rattachant à ce marché, par opposition aux prestations particulières, ce terme doit être compris comme l'entretien des locaux de façon hebdomadaire même si certaines interventions sont réalisées bimensuellement.

Ces prestations d'**entretien courant** concernent l'entretien des sols pour tous les locaux et l'ensemble des équipements, des murs carrelés et des sols pour les sanitaires. Ces prestations sont effectuées de 1 à 5 fois par semaine en fonction du type de pièce :

Locaux hors locaux de confinement biologique et radiologique :

TERTIAIRES	1 fois par semaine
LABORATOIRES + SALLES TECHNIQUES	2 fois par semaine
CIRCULATION + SALLE DE PAUSE	3 fois par semaine
SANITAIRES	5 fois par semaine
EXTERIEURS	2 fois par mois

Locaux de confinement biologique et radiologique :

Entretien des sols - Entretien des pieds de tables, de chaises et de paillasses, poignées des portes	1 fois par semaine
--	--------------------

B – Prestations particulières :

Ces prestations d'**entretien approfondi** se font mensuellement ou annuellement selon le type de local (date annuelle décidée en commun accord).

Locaux hors locaux de confinement biologique et radiologique :

Nettoyage approfondi des sols et plinthes - Nettoyage des portes (pleines ou vitrées) et lave-mains	1 fois par mois
Décapage et émulsion des sols plastiques	1 fois par an
Décapage des sols extérieurs au bâtiment	1 fois par an

Locaux de confinement biologique et radiologique :

Entretien des portes et des surfaces vitrées, douche et lave-mains	1 fois par mois
Entretien des murs et plafonds	1 fois par an

C – Prestations à la demande en cas d'épidémie :

Prestation particulière en cas d'épidémie (uniquement à la demande du RPA) :

A la demande de l'Acheteur, le Titulaire assurera un passage supplémentaire de ses équipes en fin de matinée ou en début d'après-midi (horaires à confirmer avec l'Acheteur) et effectuera un nettoyage et une désinfection des points de contacts avec des produits certifiés et efficaces

contre les pathogènes à l'origine de la crise sanitaire et / ou pandémie, 1 fois/jour (sauf mentions contraires) :

- ↗ Des poignées de portes des entrées et sorties des bâtiments ainsi que des locaux communs (salle de pause, sanitaires, réfectoire, ...)
- ↗ Des rambardes des escaliers
- ↗ Des sanitaires et de leurs équipements (WC, robinetterie, interrupteurs, ...)

A savoir pour Inserm UMR 1172 – Bâtiment Biserte :

Pour les locaux communs (salle de pause, sanitaires, réfectoire) :

- ↗ Des 111 interrupteurs ;
- ↗ Des 4 rampes d'escalier ;
- ↗ Des 218 poignées de portes (109 portes) ;
- ↗ Des 4 sanitaires (pièces 1190, 1340, 1350, 1360, 2200, 2210, 2220, 2400, 2410, 2420, notamment des points de contacts, poignées de portes, boutons de chasse d'eau, robinetterie, distributeurs manuels etc.).

Les prestations occasionnelles sont uniquement à la demande de l'Acheteur et réalisées par bon de commande et ne font pas parties des prestations régulières.

Article 5 - Repérage et description des locaux – surfaces concernées par les prestations

Un plan des espaces concernés par la prestation de nettoyage est mis à disposition à titre indicatif en **annexe n°4 – Plan du site**.

Les annexes financières, à savoir l'**annexe financière n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF, tableaux 1 à 3)**, et **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**, recensent l'ensemble des locaux à entretenir en précisant pour chacun la nature des sols ainsi que les surfaces correspondantes. Ces documents devront être complétés par chaque candidat au titre de sa proposition tarifaire et joints à l'**acte d'engagement (ATTRI1)**.

Article 6 - Description des prestations

Le Titulaire du marché devra mettre en place les produits, équipements et matériels nécessaires à l'exécution du marché au plus tard vingt-quatre (24) heures avant le début de l'exécution du marché. Il mettra en place aussi un cahier de liaison où sera enregistrée quotidiennement la présence des personnels mis en place, y compris les passages du représentant du Titulaire.

Les produits détergents et désinfectants, les équipements et matériels utilisés devront être validés par l'Acheteur et le Conseiller de prévention de la délégation Inserm Nord-Ouest.

Le Titulaire du marché devra également mettre en place les procédures de nettoyage pour les locaux spécifiques (locaux de confinement biologique et radiologique) en collaboration avec l'Acheteur. Les procédures devront être approuvées par le Conseiller de prévention de la Délégation Régionale Inserm Nord-Ouest. Le Titulaire du marché a la charge de les faire connaître à l'ensemble des personnes mandatées par son entreprise et de veiller à leur application.

Les prestations à exécuter devront être conformes aux recommandations des fabricants des différents matériaux à nettoyer et aussi conformes aux recommandations des fabricants des produits utilisés (respect du mode d'emploi, du temps de contact avec les surfaces, dilution, ...).

A – Entretien courant des locaux hors locaux de confinement biologique et radiologique :

L'entretien courant des sols comprend :

- Le balayage des sols et le lavage des sols carrelés avec produit détergent et désinfectant non abrasif y compris sur et sous radiateurs, sous meubles mobiles, corbeilles et sièges selon accessibilité,
- Le balayage humide des sols à revêtement plastifié y compris sous meubles mobiles, corbeilles, sièges selon accessibilité,
- Une fois sur deux, par rotation, selon la nature et l'état des sols, l'entretien des sols thermoplastiques par mono-brosse (spray méthode),
- Cinq fois par semaine, lavage des circulations à l'autolaveuse ; uniquement pour le bâtiment Biserte
- Le dépoussiérage par aspiration des tapis de nettoyage,
- Le dépoussiérage des plinthes, interrupteurs, prises de courant et radiateurs,
- Nettoyage des rampes d'escaliers,
- Le retrait des toiles d'araignées,
- Le dépoussiérage des extincteurs,
- Le balayage et le nettoyage des sols extérieurs au bâtiment.

L'entretien des salles de réunion comprend :

- L'entretien courant des sols (voir ci-dessus),
- Le nettoyage des tables, chaises et appuis fenêtres.

B – Entretien des sanitaires :

L'entretien des sanitaires est effectué chaque jour de la semaine (du lundi au vendredi). En plus de l'entretien des sols, la prestation comprend :

- Le vidage des boîtes à déchets (poubelles),
- Le réapprovisionnement des appareils distributeurs, papier toilette, savon, etc. (Ces produits sont fournis par l'Inserm),
- L'essuyage de la robinetterie, miroirs, équipements sèche-mains, barres de maintien pour les sanitaires PMR,
- Le nettoyage, le détartrage et la désinfection des lavabos et cuvettes (intérieur et extérieur),
- Le nettoyage des faïences murales,

C – Entretien approfondi des locaux hors locaux de confinement biologique et radiologique :

L'entretien approfondi comprend :

- Le nettoyage des portes et des poignées,
- Le nettoyage des plinthes,
- Le décapage des sols,
- Le décapage des sols extérieurs au bâtiment,
- La fourniture et pose d'émulsion sur les sols plastiques,
- Le nettoyage et la désinfection des douches.

D – Entretien des locaux de confinement biologique et radiologique :

Les produits détergents et désinfectants de ce type de locaux doivent répondre aux critères d'efficacité liés **aux risques spécifiques de chaque pièce**. L'entretien devra être effectué avec du matériel dédié et du matériel à usage unique. Les sols sont toujours en PVC.

Afin de vérifier l'adéquation des produits utilisés avec les risques spécifiques de chaque pièce, le Titulaire devra fournir, pour chaque produit, le recueil des activités désinfectantes testées :

- l'activité bactéricide (bactéries sous forme végétative : non sporulantes ou non sporulées),
- l'activité mycobactéricide,
- l'activité levuricide (levures seules),
- l'activité fongicide (levures et champignons filamenteux),
- l'activité virucide,
- l'activité sporicide,

Le Titulaire précisera les normes suivant lesquelles les tests ont été effectués.

L'entretien comprend :

En prestation hebdomadaire (1 fois par semaine) :

- Le lavage des sols avec produits détergents et/ou désinfectants (par rotation) non abrasif,
- Le nettoyage des pieds de chaise, de table et de paillese,
- Le nettoyage des poignées de portes,
- Le nettoyage, le détartrage et la désinfection des lavabos dans les sas (intérieur et extérieur).

En prestation particulière :

1 fois par mois :

- Le nettoyage et la désinfection des surfaces vitrées internes à ces locaux (fenêtres, châssis, cloisons et portes),
- Le nettoyage et la désinfection des douches.

1 fois par an :

- Le nettoyage approfondi et la désinfection des menuiseries bois et aluminium,
- Le nettoyage approfondi et la désinfection des sols, murs, plafonds, étagères, surfaces de travail et meubles.

Les prestations particulières correspondant au **nettoyage approfondi des locaux** sont dues périodiquement selon la description ci-dessus.

Au-delà de la description donnée dans les tableaux annexes, ces prestations visent à une **remise en état** de l'ensemble des sols et constituent ainsi le point de départ d'une (1) année de prestations hebdomadaires dont le niveau de qualité sera, évidemment, très dépendant.

Cette prestation fait l'objet du présent marché et ne sera pas facturée à part.

E – Compétence dans le domaine des locaux de confinement biologique et radiologique :

L'entreprise donnera des références dans l'exécution de l'entretien dans des locaux à risques chimiques, biologiques et radiologiques.

Ce document n'est pas limitatif. Le Titulaire devra remettre une (ou des) procédure(s) complète(s) qui montrera(ont) les compétences qu'il a dans le domaine précis d'entretien de locaux à risques spécifiques, (références, procédures pour l'entretien des locaux à risques chimiques, des locaux de confinement biologique de niveau 2 et 3 ainsi que des locaux à risques radiologiques).

Modalités d'exécution des prestations dans les locaux de confinement biologique et radiologique :

Fourniture du matériel et des produits :

Le Titulaire du marché fournit pour l'exécution des travaux le matériel et les produits nécessaires. Ceux-ci doivent être composés de matières propres à assurer la bonne conservation des surfaces traitées et ne pas être susceptibles de détériorer les sols. Ils doivent être approuvés par le Conseiller de Prévention de la délégation régionale de l'Inserm Nord-Ouest. Le matériel sera unique, par type de risque et par ensemble de locaux dans chaque bâtiment et donc réservé à ce seul usage.

Les produits ne doivent renfermer ni alcalins caustiques, ni acides et doivent correspondre à des produits couramment utilisés pour ce type de prestations. Ils doivent notamment être de type détergent et désinfectant pour les locaux de confinement biologique de niveau 2 et 3 et détergent neutre pour les locaux de confinement radiologique.

Les travaux d'entretien et de nettoyage des locaux doivent être effectués conformément aux prescriptions mentionnées au présent CCTP.

Provenance et qualité des matériels et produits :

Le Titulaire doit fournir la liste des matériels et produits proposés pour l'exécution des prestations accompagnée d'une notice technique précisant :

- la provenance et l'origine de ces matériels,
- la composition des produits et notamment le potentiel en hydrogène (PH) certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensio-actifs,
- des références d'utilisation,
- les consignes de sécurité à adopter pour une utilisation en toute sécurité,
- les normes auxquelles les matériels et produits répondent, notamment les normes de sécurité pour les matériels et les normes d'activités désinfectantes pour les produits détergents et désinfectants.

L'Inserm se réserve le droit d'interdire l'utilisation de matériels ou produits susceptibles de provoquer des dégradations, des dommages pour la santé et la sécurité.

Tout dommage causé aux installations et équipements dans le cadre de l'exécution des prestations est mis à la charge du Titulaire.

Produits détergents et désinfectants :

Pour chaque local, les produits utilisés et procédures mises en œuvre seront adaptés au type de risque :

- Les risques liés au local de confinement biologique de niveau 3 correspondent à la manipulation de micro-organismes de groupe 3 / micro-organismes génétiquement modifiés pathogènes de niveau de confinement 3.
- Les risques liés au local de confinement biologique de niveau 2 correspondent à la manipulation de micro-organismes de groupe 2 / micro-organismes génétiquement modifiés pathogènes de niveau de confinement 2.
- Les risques liés à l'entretien de laboratoires de confinement radiologique correspondent à la manipulation d'éléments radioactifs (sources scellées ou non scellées).
- Les risques liés à l'entretien de laboratoires à risques chimiques correspondent à la manipulation de substances/mélanges dangereuses pour la santé qui peuvent être classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Le Titulaire devra donner les modes opératoires de dilution ainsi que le protocole d'utilisation.

Personnel :

Le Titulaire devra fournir les noms des personnels habilités à effectuer cette intervention (personne permanente et remplaçante). Des références dans cette activité sont exigées.

En cas de modification en cours d'année, le Titulaire devra donner les noms et qualifications des nouveaux personnels avant intervention. Il appartiendra à l'Inserm d'accepter ou de refuser telle personne en fonction de ses aptitudes.

Le Titulaire devra fournir les attestations de formation des personnels intervenants, notamment attestations de formation sur les risques biologiques, chimiques et radiologiques.

Le Conseiller de Prévention de la délégation régionale Inserm Nord-Ouest de l'Inserm contrôlera la formation des personnels Titulaires et remplaçants liés à ces prestations. Pour cela, il est impératif de donner la liste des agents affectés à cette tâche et de tenir les engagements pour ce marché.

En cas de non-respect de cette clause, le marché sera résilié au tort exclusif du prestataire.

a) Le Titulaire devra fournir à l'Acheteur, dans le délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent marché, la liste nominative du personnel intervenant dans le bâtiment Biserte, y compris le personnel de remplacement et d'encadrement. Cette liste sera tenue à jour et les mises à jour transmises à l'Acheteur dans les plus brefs délais.

Le Titulaire transmettra une copie de la carte d'identité de l'ensemble du personnel intervenant dans les bâtiments de l'Inserm, y compris le personnel de remplacement et d'encadrement.

Le Titulaire devra impérativement attendre la réception de l'autorisation écrite de l'Acheteur avant d'affecter le personnel à l'Inserm et cela après chaque demande de mise à jour transmise par le Titulaire à l'Acheteur.

b) Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires pour l'établissement des cartes ou badges d'accès qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les locaux de l'Inserm. Durant sa présence dans les bâtiments, chaque personnel devra porter en permanence et de manière visible un badge nominatif comportant son nom, son prénom et l'identification de la société du Titulaire.

c) Le Titulaire s'engage à donner une formation adaptée et suffisante à son personnel. La formation devra être approuvée par l'Acheteur notamment pour l'exécution des prestations à risques spécifiques.

d) Le personnel du Titulaire, devant exécuter des prestations à risques spécifiques (et notamment, dans les locaux à risques radioactifs), devra être muni d'équipement de protection individuel ainsi que de matériel de détection des risques (notamment un dosimètre pour la radioactivité). Ces protections sont à la charge du Titulaire et fournies par le Titulaire.

Le Titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, d'équipements de protection adaptés conformément aux exigences de la réglementation en vigueur : Code du travail Articles R4321-1 à -5, d'un type et d'une couleur agréés par l'Acheteur.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence l'enseigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démunie de l'enseigne ou s'il présente une tenue non conforme. Le Titulaire se verra appliquer des pénalités (cf. article 18.10 du CCAP).

Pour les locaux à risques spécifiques, les vêtements et équipements de protection seront adaptés aux risques liés à l'activité. Ils devront être approuvés par le Conseiller de prévention de la Délégation Régionale Inserm Nord-Ouest.

Encadrement, accès, procédures, horaires :

Le Titulaire affectera un agent d'encadrement ayant une parfaite connaissance de l'entretien de ce type de pièce. Il aura comme interlocuteur le Responsable technique du local et le Conseiller de Prévention de la délégation régionale Inserm Nord-Ouest.

L'accès du local devra s'effectuer selon la procédure mise en place pour ce laboratoire. L'intervention aura toujours lieu dans la matinée et en absence de manipulation en cours.

Dans le cadre du local de confinement biologique de niveau 3, la prestation devra avoir lieu pendant les heures de présence des responsables (à partir de 9h), selon la procédure établie.

F – Entretien des vitres :

Le candidat devra transmettre le tarif pour l'entretien des surfaces vitrées du bâtiment Biserte (hors intérieur des locaux à risques spécifiques). Cet entretien s'entend des deux (2) côtés des vitrages, intérieur et extérieur. La proposition comprendra l'ensemble des matériels nécessaires à l'exécution de la prestation (matériel de levage, matériel d'entretien, produit, personnel).

Le nettoyage des vitres intérieures et extérieures pourra se faire selon la demande de l'Acheteur au minimum une (1) fois par an. Si nécessaire, cette prestation pourra faire l'objet d'une seconde demande durant l'année (demande par bon de commande indépendant au même tarif que celui transmis dans le marché).

Article 7 - Suivi qualité des prestations retenues

Durant l'exécution du marché, les prestations devront être réalisées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux.

Des dispositions sont prévues afin de vérifier les prestations du Titulaire.

L'Inserm a désigné un ou plusieurs référents afin de faciliter le contrôle quotidien des prestations et de la présence du personnel de la société retenue. Ce référent avertira le représentant de l'Inserm de tout problème.

De plus, des contrôles contradictoires seront réalisés environ une (1) fois par mois sur demande de l'Inserm et, au minimum, une (1) fois par trimestre. Ils feront l'objet d'un **procès-verbal de contrôle**. L'Acheteur ou son représentant pourra également procéder à une évaluation qualité à tout moment.

Le contrôle sera fait dans :

- Au minimum 30 % des locaux, y compris circulations et sanitaires, dont au moins
 - L'ensemble des sanitaires,
 - Un laboratoire choisi par l'Inserm,
 - Un bureau parmi les bureaux en entretien approfondi annuel au cours du dernier mois.
- Selon les modalités décrites ci-dessous, chaque critère de contrôle est noté sur /4.

Le bilan mensuel est communiqué au Titulaire avec les actions correctives à réaliser.

La moyenne obtenue peut le cas échéant donner lieu à l'application des pénalités mentionnées à l'article 18.1 du CCAP.

La qualité de l'ensemble des prestations devra être satisfaisante au regard critères de nettoyage suivants :

Critères de contrôles	Eléments d'appréciations
Changement	Réceptacles hygiène féminine
- Empoussièrement - traces - salissures - coulures - souillures - toiles d'araignées	Rebords de fenêtres - plinthes - équipements - mobiliers (tables, bureaux, plans horizontaux, caissons, ...) - objets meublants - signalétique - convecteurs - extincteurs - divers supports - dessus d'armoires - rayonnage - façades mobiliers - portes palières d'ascenseurs - portes pleines ou vitrées - miroirs - glaces - mains courantes - garde-corps - parois verticales - interrupteurs - poignées de portes - téléphones - bancs/sièges/chaises /fauteuils - piètements de chaises/fauteuils/tables
Présence de déchets, détritux, encombrants,	Sol
Propreté globale	sol (tout type de surface)
Propreté particulière	Distributeurs de consommables hygiène sanitaire - équipements sanitaires (lavabos - cuvettes – urinoirs – points d'eau et/ou évier) - parois verticales en faïence
Vidage	Corbeilles - poubelles -

Chaque critère sera apprécié selon les notations suivantes :

Note	Qualification de la note
4	très bon / absence d'observation dans le relevé des constatations
3	Bon
2	Moyen
1	non-conforme
0	non réalisé

La moyenne est obtenue de la manière suivante : (Note obtenue/Note maximum possible) *100

L'évaluation globale de la prestation sera l'addition de la notation obtenue pour chaque critère et déterminera la qualité de la prestation en cours d'exécution du marché.

Le procès-verbal de cette évaluation qualité en présence du Titulaire et signée par les deux parties sera une pièce contractuelle du marché.

Si l'évaluation s'avère insuffisante, le PV sera transmis au Titulaire. Ce dernier devra s'engager à exécuter de nouveau la prestation dans les deux (2) jours ouvrés à compter du lendemain ou à mettre en œuvre des actions correctives. Si le contrôle suivant, un (1) mois plus tard maximum, ne donne pas satisfaction, les prestations devront être à nouveau recommencées. De plus, le Titulaire se verra appliquer des pénalités (selon article 18.1 du CCAP).

Les pénalités s'appliqueront, jusqu'à ce que le contrôle soit satisfaisant.

En plus des contrôles contradictoires, l'Inserm et le prestataire pourront effectuer des contrôles aléatoires sur les prestations effectuées le jour même afin de vérifier l'exécution des prestations hebdomadaires. En cas de constatation de désordre, une demande orale d'intervention sera faite au personnel en place suivie d'un écrit au Titulaire et d'un contrôle contradictoire sur le résultat de la demande.

De même, en cas de non-respect des règles de sécurité (sols glissants après nettoyage, mise en danger du personnel Inserm ou du personnel de la société retenue, ...), le Titulaire se verra affliger des pénalités (selon article 18.12 du CCAP).

Article 8 - Lieux consistance des prestations

Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des locaux désignés à l'article 5 du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le Titulaire devra la fourniture des matériels, produits et consommables nécessaires à l'exécution de sa prestation (hormis les fournitures de papier toilettes, de savon et de serviettes des sanitaires). Les distributeurs existants seront obligatoirement réutilisés. La qualité des consommables est définie à l'article 10 du présent CCTP.

Il assurera aussi le remplacement et le lavage régulier des tenues de travail et équipements de protection de ces agents (Article R4323-95 du Code du travail).

Le Titulaire positionnera un cahier de présence et de liaison pour chaque bâtiment.

Tous les jours, chaque agent (exécution et encadrement) notera sur ce cahier :

- la date
- l'heure de début et de fin des prestations,
- le numéro des locaux ayant fait l'objet de prestations spécifiques,
- tout problème rencontré lors de la réalisation de la prestation.

L'agent devra signer ce cahier.

Pour les locaux à risques, l'agent devra renseigner la « Fiche de validation d'entretien local » après chaque prestation (date et signature).

A noter, l'agent ne sera autorisé à entrer dans ces locaux que si cette fiche a été préalablement remplie et signée par le personnel Inserm.

Au terme des six (6) premiers mois du contrat, puis à la fin de chaque année, le contractant est tenu de présenter un bilan indiquant le nom et la quantité de produits de nettoyage utilisés.

Pour chaque produit qui ne figurait pas dans l'offre initiale, le contractant devra fournir une preuve de conformité aux spécifications techniques.

Article 9 - Provenance et qualité des matériels

Le Titulaire devra fournir la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations. Les matériels devront être en parfait état d'utilisation et répondre aux normes de sécurité et respecter les normes environnementales. Le Titulaire devra les présenter au responsable du marché sur simple demande verbale. Tous les matériels défectueux devront être mis hors service et remplacés par le Titulaire à ses frais. Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples est strictement interdit. Les échafaudages devront obligatoirement être munis de roulettes caoutchoutées. Les matériels ne devront, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégées et leurs pieds seront munis de patins protecteurs antidérapants.

L'Acheteur ou son représentant se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations et/ou des dommages pour la santé et la sécurité.

En cas de non-respect des clauses énoncées, des normes de sécurité ou des instructions de l'Acheteur ou de son représentant tous les dommages causés aux bâtiments, installations et équipements seront exclusivement à la charge du Titulaire.

Article 10 -Provenance et qualité des produits et consommables

Avec son offre, le Titulaire fournira la liste des produits utilisés pour l'exécution des prestations.

Cette liste sera accompagnée :

- D'une notice détaillée précisant notamment la provenance et l'origine des produits, la composition, les capacités du produit et leur respect des réglementations et normes en vigueur,
- D'un procès-verbal d'essai précisant notamment le potentiel hydrogène (pH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensio-actifs, ainsi que des normes auxquels ils répondent,

L'Inserm se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la santé et la sécurité des usagers. Tout produit rebuté devra être retiré et remplacé par le Titulaire, à ses frais.

Les consommables devront être de qualité supérieure et devront correspondre au besoin de chaque local (produits nettoyants, produits désinfectants).

Article 11 -Organisation du travail

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après :

Effectifs :

En annexe 3, l'Acheteur précise les caractéristiques du personnel en place dans les structures Inserm exécutant les prestations de nettoyage dans le cadre du marché actuel.

Le Titulaire devra préciser dans sa proposition les effectifs qu'il prévoit pour chaque site.

Il devra remettre à l'Inserm au moins huit (8) jours avant le début du marché la liste nominative du personnel, avec les horaires de présence sur chaque site. Cette liste devra être mise à jour à chaque remplacement de personnel et renvoyée à l'Inserm au plus tard huit (8) jours avant le remplacement (sauf en cas d'arrêt maladie où elle sera remise au plus tard la veille du remplacement).

En cas de non remplacement du personnel, une pénalité pourra être mise en œuvre par jour d'absence de prestation (se reporter à l'article 18.2 du CCAP).

Protection des installations :

Les matériaux combustibles, y compris les emballages en papier, carton, bois, matières plastiques, devront être évacués sans délai des lieux d'exécution des prestations intéressées et au plus tard à la fin de chaque réalisation.

Le Titulaire devra éviter toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

Le Titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'abîmer ou souiller l'environnement de travail des utilisateurs (papier, matériel informatique) notamment lors du lavage des vitrages.

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du Titulaire.

Contraintes d'exécution :

Dans son organisation, le Titulaire devra prendre en compte un certain nombre de contraintes liées à l'utilisation des locaux.

Ainsi, les circulations, les escaliers, la cafétéria, les salles de réunions et de conférences devront être nettoyés **en dehors** des heures d'occupation. Les autres locaux seront nettoyés en accord avec chaque responsable du local concerné.

Dans son projet d'organisation de chantier, le Titulaire indiquera les horaires prévus pour les différentes prestations ainsi que les moyens humains et matériels qu'il compte mettre en œuvre, en distinguant les prestations hebdomadaires des prestations spécifiques.

Le Titulaire devra positionner et remplir des affichettes placées à l'entrée de chaque pièce, en y indiquant les jours d'entretien. De plus, il devra apposer sur chaque porte, l'horaire de la prestation, afin d'en faciliter la réalisation.

Les prestations devront respecter les normes de sécurité en vigueur dans la profession au jour de la prestation et les personnels devront posséder les qualifications requises, notamment pour l'utilisation d'échafaudages ou de nacelles ou pour l'entretien de locaux à risques chimiques, de confinement biologique et radiologique.

A la signature du marché, les représentants du Titulaire et l'Acheteur effectueront une inspection commune des locaux concernés (Code du travail R4512-2 à -5) afin de recueillir les éléments indispensables à l'établissement du plan de prévention : travaux à accomplir, matériaux utilisés, modes opératoires, présentation des locaux concernés, des locaux à risques, des locaux mis à disposition, des voies d'accès/de circulation,...Le plan de prévention devra être établi par écrit et arrêté avant le commencement de l'intervention du Titulaire du marché. Il décrira l'analyse des risques liés à l'intervention et les mesures de prévention à mettre en place pour prévenir ces risques (Code du travail R4512-6 à -12).

Le Titulaire du marché accepte les clauses du plan de prévention et a la responsabilité de les faire connaître à l'ensemble des personnes mandatées par son entreprise (Code du travail R4512-15 et -16).

Le Titulaire du marché a également la responsabilité de les faire appliquer à toutes personnes mandatées par son entreprise dans les locaux concernés (Code du travail R4511-6).

En cas de non-respect constaté et communiqué au Titulaire par écrit, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent contrat par LR avec AR sous un délai de huit (8) jours par voie électronique et sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le Titulaire doit signaler au Conseiller de Prévention de la Délégation Régionale Inserm Nord-Ouest de l'Inserm toute réserve ou incapacité sur la mise en œuvre des clauses du plan de prévention.

Article 12 -Installation du Titulaire

Local mis à la disposition du Titulaire :

D'une manière générale, un local ou un espace vestiaire sera mis gratuitement à la disposition du Titulaire. En outre, une carte d'accès magnétique (ou un badge) et les clés permettant d'accéder aux différents locaux seront remis au Titulaire.

En cas de perte ou de vol des clés, le Titulaire avisera l'Acheteur du nombre d'exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés aux frais du Titulaire.

En cas de perte ou de vol de la carte d'accès, le Titulaire avisera l'Acheteur dans un délai maximum de huit (8) heures.

Acheminement, stockage et mise à disposition du matériel et des produits :

L'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations devra être effectué selon des horaires convenus entre l'Inserm et le Titulaire.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis et au frais du Titulaire.

D'une manière générale, le Titulaire devra veiller à ce que son personnel d'exécution dispose en tout temps des matériels et des produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Les locaux à risques spécifiques devront disposer de matériels et de produits très spécifiques à usage unique (ce matériel restera à demeure dans chaque pièce et ne pourra pas être utilisé dans un autre local).

En cas d'indisponibilité de matériels et/ou de produits nécessaires à l'exécution des prestations, une pénalité sera mise en œuvre pour chaque jour d'absence.

Branchements :

- Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par l'Inserm.
- Le Titulaire devra éviter tout éclairage superflu ; en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local.
- Le Titulaire devra également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.
- Il lui appartiendra d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux lui est interdit. Seule l'utilisation du téléphone en cas de situation de danger est autorisée.

Article 13 -Modification en cours de marché

Dans le cadre d'éventuelles modifications du marché, le **nombre de bâtiments et surfaces à prendre en compte**, tel qu'indiqué à l'**annexe n°4 du CCTP (Plan du site)**, à l'**annexe n°5 du CCTP (Planification du marché en cours)** ainsi qu'à l'**annexe financière n°1 (DPGF) et (BPU) de l'acte d'engagement**, pourra faire l'objet d'ajustements, à la hausse comme à la baisse.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à :

- des modifications de locaux, à la hausse ou à la baisse en superficie ;
- des changements dans la nature des sols ou des équipements à entretenir ou nettoyer ;
- des ajustements temporaires ou définitifs de la fréquence ou du volume des prestations de nettoyage, sous réserve que ces modifications concernent les bâtiments mentionnés au CCTP et qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale ni l'objet du marché.

Le montant des prestations sera recalculé dans le respect des conditions du marché en tenant compte de ces modifications (en volume ou superficie) et donnera lieu à un avenant au présent marché.

Les montants révisés seront basés sur les prix au m2 de l'annexe financière.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessiteraient la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la notification dudit avenant, après visa des instances de contrôle.

Article 14 -Démarche environnementale

L'Inserm souhaite développer la démarche environnementale et sociale dans le cadre de son marché. Le Candidat devra préciser dans sa proposition la démarche environnementale et sociale ci-dessous :

Le candidat indiquera notamment :

- ✓ Description des produits utilisés (clarté des consignes d'utilisation figurant sur les produits notamment avec l'utilisation de pictogrammes)
- ✓ Les produits de nettoyage éco labélisés ou équivalents utilisés pour le marché (joindre fiches techniques)
- ✓ Les actions pouvant réduire les consommations d'énergie
- ✓ La démarche de la société pour la gestion des déchets
- ✓ Les techniques de nettoyage utilisées et dispensées aux agents œuvrant

Article 15 -Contraintes résultant des activités d'exploitation des locaux

Le Titulaire ne saurait en aucun cas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché ou ni pour élever une réclamation, des contraintes qui pourraient être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute prestation décidée par l'Acheteur et dûment consignée sur le cahier de liaison.

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant la présente consultation et s'être pleinement rendu compte des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations objet du marché. Ceci implique l'engagement de se conformer à toutes les conditions des documents constituant le présent marché.

Le Titulaire reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les bâtiments ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCTP et le CCAP.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent pas en cause le prix arrêté. Par conséquent, le Titulaire ne pourra opposer à l'Acheteur une erreur tant dans le calcul des surfaces que dans leur consistance afin d'obtenir une modification du prix arrêté.

*** Fin du document ***